



BURUNDI - RAPPORT ANNUEL DU COMITE DE PILOTAGE CONJOINT

Projet PBF/BDI/A- 9 :
Programme intégré “Consolidation de la paix à travers l’appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le conflit”.

But : Examen stratégique de l’état d’avancement de la mise en œuvre du programme
Date de démarrage¹ : 21 septembre 2011
Date de démarrage effectif² : mai 2012
Date initialement prévue pour la clôture : 30 septembre 2013
Date actuelle de fin du programme : 31 mars 2014
Année du rapport : 2013

Approuvé par les Co Présidents du Comité Conjoint de Pilotage :

Signature des Co Présidents : Pamphile Muderega : _____

Date: _____

Rosine Sori-Coulibaly : _____

Date: _____

¹ Date de transfert des fonds

² Date de mise en place de l’Unité de Gestion

PARTIE 1 - PROGRES FINANCIERS

1.1 État d'avancement des allocations budgétaires du Plan des Priorités (PP) et des dépenses au 30 novembre 2013

Résultats du PP	Fonds du PBF approuvés (par résultat du PP)		Fonds du PP alloués par MPTF aux agences individuelles de l'ONU (par résultat du PP)	Fonds dépensés/ exécutés par des agences individuelles de l'ONU (par résultat du PP)			
	Agence	Budget prévisionnel	Budget approuvé	Engagements	Dépenses effectives	Total	Taux d'exécution budgétaire
Effet 1 : La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité.	PNUD	372,123.68	372,123.68	194,002.00	179,022.00	373,024.00	100.24%
	HCR	476,385.82	476,385.82		476,385.82	476,385.82	100.00%
	ONUFEMMES	53,536.41	53,536.41	4,706.35	45,880.54	50,279.00	93.92%
	UNFPA	57,819.65	57,819.65		57,819.65	57,819.65	100.00%
	Total Effet 1	959,865.56	959,865.56	198,708.35	282,722.19	957,508.47	99.75%
Effet 2 : Les communautés, y compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement. Elles participent à la gestion et assurent les services sociaux de base.	PNUD	979,050.00	979,050.00	365,772.00	1,274,939.00	1,640,710.00	128.69%
	HCR	481,915.83	481,915.83			481,915.83	100.00%
	Total Effet 2	1,460,965.83	1,460,965.83	365,772.00	1,274,939.00	2,122,625.83	145.29%
Effet 3 : Les systèmes de production et l'entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par le conflit et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.	PNUD	2,526,270.00	2,526,270.00	306,444.00	1,291,668.00	1,598,112.00	54.00%
	FAO	2,644,698.41	2,644,698.41	9,101.52	2,347,560.00	3,257,711.00	123.00%
	ONUFEMMES	385,462.11	385,462.11		360,000.00	360,000.00	100.00%
	BIT	401,523.04	401,523.04	37,372.82	334,725.21	372,098.03	92.67%
	Total Effet 3	5,957,953.56	5,957,953.56	343,816.82	4,333,953.21	5,587,921.03	93.79%
Ressources Humaines	PNUD	857,371.74	857,371.74	29,924.00	496,569.00	526,493.00	61.41%
Suivi et évaluation	PNUD	435,105.0675	435,105.07	54,662.00	113,899.00	168,561.00	38.74%
Secrétariat Technique	PNUD	328,738.24	328,738.24	0.00	193,187.73	193,187.73	58.77%
TOTAL		10,000,000.00	10,000,000.00	992,883.17	7,653,571.78	9,556,297.06	95.56%

1.2 Observations sur l'état d'affectation des fonds et des dépenses

(Veuillez indiquer si les taux d'allocation de fonds et de dépenses du programme sont satisfaisants. S'ils ne le sont pas, veuillez indiquer les raisons et les mesures rectificatives).

- **Effet 1 et 2** : L'allocation des fonds était suffisante par rapport aux résultats attendus. Néanmoins, le redimensionnement et/ou l'amélioration de la qualité de certaines réalisations, intervenu en cours de mise en œuvre a exigé un réaménagement entre les lignes budgétaires. Il en est ainsi de la mise en place de la base des données sur la réintégration initialement conçue pour couvrir les zones d'intervention du programme mais dont la couverture a été étendue sur toutes les provinces du pays, pour en faire un véritable outil de planification sur la réintégration. Il en est de même de la construction des centres pour jeunes et des maisons en briques stabilisées alors qu'initialement il était prévu d'utiliser les briques adobes. Cette observation vaut également pour l'adduction d'eau potable, l'achat des équipements destinés aux centres pour jeunes et centres d'enseignement de métiers pour lesquels les dépenses ont dépassé le budget alloué à l'effet.
- **Effet 3** : L'allocation des fonds a été suffisante. Le faible taux d'exécution budgétaire de 54% par le PNUD est expliqué par les activités résiduelles qui seront finalisées au cours du premier trimestre 2014. Le taux d'exécution budgétaire de 123% enregistré par la FAO est expliqué par un transfert des fonds de 660,000.00 US\$ par le PNUD pour la réalisation d'activités conjointes dans le cadre du service de reconstruction communautaire (pisciculture et aménagement du périmètre rizicole de Nyamabere).

- **Ressources humaines :**

Le faible taux d'exécution de 61.41% est expliqué par 7 mois de retard dans la mise en place de l'Unité de gestion et par la dévaluation de la monnaie locale dont le cours de change pour 1 US\$ est passé de 1,246.00 à 1,540 entre août 2011 et novembre 2013 pour des salaires constants en monnaie locale.

Une prolongation des délais de mise en œuvre a été accordée par le Comité de Pilotage Conjoint jusqu'au 31 mars 2014 pour finaliser les activités résiduelles et élaborer le rapport de fin de programme.

- **Suivi et Evaluation :**

Le taux d'exécution budgétaire de 38.74% est expliqué par le fait qu'une grande partie des activités de suivi a été prise en charge par le budget programmatique de chaque agence de mise en œuvre. En plus, certaines activités prévues dans le plan de suivi et évaluation n'ont pas été réalisées :

- Analyse de l'état des lieux sur le fonctionnement des CPD, CCDC (US\$15,000) ;
- Formation des principaux acteurs sur le suivi régulier du programme (US\$10,000) ;
- 3 évaluations à mi-parcours sur l'impact des effets (US\$120,000). Toutefois, une évaluation interne et une évaluation indépendante ont été menées.

- **Secrétariat Technique :**

Le taux d'exécution budgétaire de 58.77%% est expliqué par plusieurs éléments :

- Le budget du Secrétariat a été soumis avant celui du programme PBF-II. Un budget de 30.000 US\$ avait été prévu pour le suivi et évaluation. Cette ligne n'a pas été utilisée étant donné que le programme a pris en charge les activités de suivi et évaluation ;
- Appui au Comité de Pilotage et au Groupe des Experts : la ligne budgétaire a été sous utilisée car il y a eu moins de sollicitations pour les voyages des membres ;
- Personnel : le départ d'une Assistante Administrative et Financière non remplacée ainsi que la dévaluation de la monnaie locale dont le cours de change pour 1 US\$ est passé de 1,246.00 à 1540 entre août 2011 et novembre 2013 pour des salaires constants en monnaie locale.

PARTIE 2 – PROGRES AVEC DES RESULTATS

Vision générale : Les communautés, les structures étatiques et les organisations de la société civile au niveau local prennent en charge les besoins de relèvement socio- économique et participent effectivement au processus de consolidation de la paix et de la démocratie.

- **Effet 1** : La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité.
- **Effet 2** : Les communautés, y-compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et elles participent effectivement à la gestion et assurent les services sociaux de base.
- **Effet 3** : Les systèmes de production et l'entreprenariat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par le conflit et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.

2.1 Evaluation de l'état d'avancement vers les résultats du programme

Appréciation globale

Le programme de réintégration des personnes les plus affectées par la crise contribue à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Réintégration. A ce titre, ces interventions ont renforcé en amont, les capacités de coordination du ministère ayant la réintégration dans ses attributions notamment à travers la mise en place d'une base de données dynamique et fonctionnelle sur la réintégration ainsi que la formation de l'administrateur de cette base de données. En aval, les structures de coordination provinciales et communales ont été renforcées pour une meilleure appropriation et pérennisation des résultats par l'administration locale.

La poursuite et le renforcement des activités du service de reconstruction communautaire a permis aux groupes cibles initialement désœuvrés et démunis de s'organiser en associations autour des activités génératrices de revenu dont quelques unes ont été restructurées pour évoluer vers des coopératives. Dans le but de revitaliser le secteur productif, l'encadrement de 1050 bénéficiaires d'emplois temporaires s'est poursuivi au sein de 43 groupements de producteurs pour développer des micros projets générateurs de revenu. La participation des groupes cible dans les activités socioculturelles, à travers les clubs de paix, fut une occasion pour impliquer les communautés dans les discussions sur les thèmes liés à la cohabitation pacifique et aux droits de la personne humaine, les incitant ainsi au changement de comportement pour une cohabitation pacifique.

Grâce à toutes ces interventions, 160 nouveaux emplois temporaires ont été créés, 50 familles vulnérables ont eu accès à un habitat décent, 355 ménages sont en cours d'identification comme bénéficiaires des maisons en cours de finalisation dans 3 villages ruraux intégrés. L'appui apporté à la Commission Nationale des Terres et autres Biens a permis de résoudre 699 conflits fonciers dont 133 résolus à l'amiable.

Les travaux de réhabilitation de 482 hectares du périmètre rizicole du marais de Nyamabere dans la province de Bubanza ont été finalisés, permettant ainsi de créer de nouveaux emplois temporaires et l'accès à la terre pour près de 2,000 ménages. Les parcelles aménagées sont destinées à l'intensification des cultures du riz, arachide, patate douce, soja et maraîchage. Les ménages ayant bénéficié de l'appui à travers le service de reconstruction communautaire seront encadrés en groupements associatifs en vue de la création d'emplois durables. Les témoignages recueillis auprès des RDExCs démontrent une forte contribution à la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les populations bénéficiaires du programme.

Progrès réalisés par effet (voir progrès suivant les indicateurs en annexe)

Effet 1 : La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité.

Produit 1.1 : La structure de coordination (Groupe Sectoriel Relèvement communautaire, Rapatriement et Réintégration) est renforcée en matériel, supervision et suivi, capacité technique, formation - Score³ : 2

En amont :

- Renforcement des capacités de coordination du ministère ayant la réintégration dans ses attributions notamment à travers :
 - ✓ Remise de 2 ordinateurs et 2 imprimantes au Secrétariat de la Coordination ;
 - ✓ Appui à l'organisation des réunions du Groupe Sectoriel Relèvement communautaire, Rapatriement, et Réintégration (GSRRR) ;
 - ✓ Base de données sur la réintégration actuellement dynamique et fonctionnelle (développement de l'interface utilisateurs, finalisation des outils de collecte des données sur terrain, acquisition des logiciels adaptés à la base de données, formation d'un gestionnaire de la base de données, de 2 utilisateurs du Ministère de Tutelle et 5 points focaux des autres Ministères, recrutement d'un consultant qui va assurer l'accompagnement du Ministère pendant une 1 année ainsi que la formation de l'administrateur de cette base de données.

En aval :

- Les structures de coordination provinciales et communales ont été renforcées pour une meilleure appropriation et pérennisation des résultats par l'administration locale :
 - ✓ Mise en place des outils de connexion dans les Comité Provinciaux de Développement (CPD) ;
 - ✓ Capacités de 69 participants dont 33 femmes renforcées en *planification locale participative et implication des femmes dans le processus de planification*. Le cours a été organisé en ligne ;
 - ✓ 30 personnes dont 16 femmes ont suivi la formation des formateurs à Turin (Académie Genre, du 11 au 22/11/2013) sur la *prise en compte du genre dans la planification et la budgétisation*. 20% des participants sont des CCDCs et CPDs ;
 - ✓ Les membres des Groupes de Travail Techniques Provinciaux sur la Villagisation (GTTPV) assurent un suivi des activités sur terrain.

Produit 1.2 : Les structures décentralisées, provinciales et communales sont renforcées pour répondre aux besoins de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit et le relèvement communautaire - Score : 2

- La Traduction de la Stratégie Nationale de Réintégration dans la langue nationale facilite son appropriation et une bonne implication de l'Administration locale et les bénéficiaires dans le suivi :
 - ✓ Document de la Stratégie Nationale de Réintégration traduit en kirundi est disponible ;
 - ✓ Préparatifs avancés pour lancer les ateliers de vulgarisation de la Stratégie Nationale de Réintégration ;
 - ✓ Il sera vulgarisé en même temps que le film documentaire sur la réintégration, qui est en cours de finalisation ;
 - ✓ La nouvelle version du manuel de l'approche 3x6 en français est en cours de finalisation.
- *Plus de 1,466 ménages cohabitent pacifiquement avec les personnes qui avaient des conflits fonciers grâce à la médiation de la CTNB*

³ Le progrès atteint du projet dans la période de rapportage: (1) Retard significatif ou 'off-track' par rapport au produits attendus, (2) "En route" par rapport aux produits attendus et (3) "En route" avec les preuves additionnelles de contribution à la consolidation de la paix.

- ✓ 566 cas litigieux résolus à l'amiable ;
 - ✓ 133 dossiers devant être clôturés, ont été réglés par décision à Bubanza et Cibitoke ;
 - ✓ 70 dossiers orientés vers les tribunaux ;
- Quatre ateliers de formation, dont deux à Bubanza et deux à Cibitoke, ont été organisés à l'intention des rapatriés, des résidents et de l'administration locale sur le principe de restitution à base de fond de la vérité.

Produit 1.3 : Les Groupes réintégréés vivent progressivement en harmonie avec les communautés d'accueil en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes - Score : 3

- La participation des groupes cible dans les activités socioculturelles, à travers les clubs de paix, fut une occasion pour impliquer les communautés dans les discussions sur les thèmes liés à la cohabitation pacifique et aux droits de la personne humaine, les incitant ainsi au changement de comportement pour une cohabitation pacifique.
 - ✓ Population sensibilisée sur la coexistence pacifique et la consolidation de la paix à travers plus de 200 séances de sensibilisations animées au cours des travaux de reconstruction communautaire
 - ✓ Partenariat conclu avec MODEL-COM pour assurer la Communication et visibilité des activités de réintégration mises en œuvre par les 6 Agences ;
 - ✓ 22 clubs de paix au niveau communautaire mènent les activités de sensibilisation dans chaque commune ;
 - ✓ La création des caisses de solidarité et d'entraide mutuelle autour des activités sociales de développement contribuera à pérenniser les acquis du projet et l'appropriation par les bénéficiaires.
- Appui au Gouvernement pour la réintégration durable des PDIs :
 - ✓ Renforcement des capacités du Parlement et du Sénat pour qu'ils soient sensibles aux engagements pris par le Burundi dans le cadre de la protection des droits des PDIs. Cependant, le Burundi n'a pas encore ratifié la Convention de Kampala relative aux PDIs ;
 - ✓ Projet pilote d'assistance aux PDIs transmis au Ministère de la Solidarité Nationale et des Droits de l'Homme ;
 - ✓ Enregistrement des intentions de retour volontaire sur leurs collines d'origines dans 10 sites des PDIs sur les sur 120 dispersées à travers le pays,
 - ✓ Elaboration d'une stratégie de solution durable aux problèmes des PDIs.

Effet 2 : Les communautés, y-compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et elles participent effectivement à la gestion et assurent les services sociaux de base.

Produit 2.1 : L'accès aux services sociaux de base est assuré pour les RDExC et autres groupes vulnérables (soins de santé primaire accessibles, eaux, hygiène et assainissement effectif, scolarisation accessible et fonctionnelle dans les communautés d'accueil) - Score : 2

La poursuite et renforcement des activités du service de reconstruction communautaire : a permis aux groupes cible initialement désœuvrés et démunis de s'organiser en associations autour des activités génératrices de revenu dont quelques unes ont été restructurées pour évoluer vers des coopératives. Dans le but de revitaliser le secteur productif, l'encadrement de 1,050 bénéficiaire d'emplois temporaires s'est poursuivi au sein de 43 groupements de producteurs pour développer des micros projets générateurs de revenu.

- Plus de 41.507 personnes ont accès à l'eau potable :
 - ✓ 14 km du réseau d'adduction d'eau potable réhabilités ;
 - ✓ Travaux de captage de 100 sources d'eau sont finalisés ;

- ✓ 27 bornes fontaines sont fonctionnelles ;
- ✓ les membres des 161 comités de gestion ont été formés ;
- Environ 253 Km de pistes rurales réhabilitées dans les 3 provinces dans le cadre d'appui à la création d'emplois temporaires.

Grâce à toutes ces interventions, 160 nouveaux emplois temporaires ont été créés, 50 familles vulnérables ont eu accès à un habitat décent, 355 ménages sont en cours d'identification comme bénéficiaires des maisons en cours de finalisation dans 3 villages ruraux intégrés. L'appui apporté à la Commission Nationale des Terres et autres Biens a permis de résoudre 699 conflits fonciers dont 133 résolus à l'amiable.

**Produit 2.2. : Un logement durable et de qualité est garanti aux RDExC et autres groupes vulnérables –
Score : 14**

Le regroupement de plus de 1000 RDEXC et autres personnes vulnérables de la communauté d'accueil, pendant plus de 3 mois, autour des travaux de construction des maisons pour les personnes vulnérables a favorisé la création et renforcement des liens sociaux. Les séances de sensibilisations hebdomadaires sur des thèmes de cohésion sociale et de cohabitation pacifique et d'entrepreneuriat local ont contribué à la cohésion sociale et au développement des activités génératrices de revenus adaptées et durables. L'accès à un logement décent contribue à la réussite de la réintégration socioéconomique durable. Sur les 405 maisons prévues :

- 50 maisons construites ont été remises aux bénéficiaires à Isare et 85 maisons sont en construction à Mutimbuzi-Maramvya ;
- 70 maisons sont construites à Bubanza ;
- 75 maisons sont construites à Cibitoke ;
- La construction de 160 maisons restantes de Bubanza et Cibitoke va être confiée à UNOPS, suite à la défaillance des partenaires de mise en œuvre ;
- Création de 1,025 nouveaux emplois pour les RDExC et personnes vulnérables de la communauté d'accueils non qualifiés et 513 emplois pour la main d'œuvre qualifiée pendant plus de 3 mois, autour des travaux de construction des maisons a favorisé la création et renforcement des liens sociaux.

Effet 3 : Les systèmes de production et l'entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par le conflit et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières

Produit 3.1. : Les communautés ont les capacités techniques et financières pour monter des entreprises locales agricoles et non agricoles novatrices, génératrices d'emploi et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de la paix - Score : 3

- Le regroupement volontaire des RDExCs en associations, puis en coopératives de production autour d'un intérêt commun contribue au renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité sociale pour une paix durable :
 - ✓ Plus de 4,289 RDExC dont 1,805 femmes (42%) ont bénéficié des emplois temporaires de 3 mois à travers la construction et/ou réhabilitation des infrastructures communautaires (pistes rurales, adduction d'eau, construction des maisons, Centres Jeunes, etc.) ;
 - ✓ Mobilisation d'un montant de plus de 187, 231,600 FBU (121,658 US\$) par plus de 3,293 RDExC dont 1,464 femmes bénéficiaires des emplois temporaires regroupées au sein 138 organisations de producteurs appuyées dans les 3 provinces à hauteur de 561, 694,800 BIF (USD 350,204.25) de subvention, avec la possibilité de collaborer avec les IMF et de devenir des PME/PMI ;
 - ✓ Renforcement des capacités de 16 encadreurs et partenaires de mise en œuvre qui maîtrisent désormais l'outil GERME (Gérer mieux mon entreprise) ;

⁴ Le faible score tient compte du retard enregistré dans la construction et l'identification des bénéficiaires.

- ✓ 483 RDXECX formés en métier dont 239 femmes ;
 - ✓ 1,850 RDExCs dont 992 femmes formées en entrepreneuriat à l'aide de l'outil GERME ;
 - ✓ Deux études ont été réalisées portant sur l'analyse de la situation socioéconomique des RDExC et l'étude diagnostique sur les filières non agricoles économiquement porteuses.
- Les bases pour évoluer vers la durabilité ont été jetées par le renforcement des structures locales d'encadrement ainsi que la restructuration et le renforcement des capacités des associations et coopératives agricoles :
 - ✓ Capacités de 26 personnes ressources dont 12 représentants des RDEXCS renforcées en « *organisation et gestion coopératives et élaboration des plans d'affaire* » ;
 - ✓ 113 associations encadrées exercent une activité génératrice de revenu ;
 - ✓ 31 Coopératives de production ont bénéficié d'un encadrement technique dont 25 créées et 6 redynamisées ;
 - ✓ 766 leaders dont 375 femmes, membres des coopératives ont suivi les séances de sensibilisations/formation en organisation et gestion coopérative ;
 - ✓ Identification de 2,105 RDExC dont 853 femmes qui sont regroupés en 80 associations. Parmi eux 1,370 sont déjà formés en entrepreneuriat local à l'aide de la méthodologie GERME, et 348 autres en métiers (filières courtes) ;
 - ✓ 16 encadreurs des RDExC, formés en entrepreneuriat local à l'aide de l'outil GERME par un Expert international, assurent l'encadrement des entrepreneurs ;
 - ✓ 80 associations regroupant 2,015 RDExC sont en cours de formation par 26 encadreurs techniques formés en gestion coopérative, en élaboration des plans d'affaires et restructuration des associations en coopératives ;
 - ✓ Les bénéficiaires suivent des formations sur le tas dans les PME existantes dans leur localité ;
 - ✓ 138 Organisations de producteurs se sont constituées avec des fonds propres qui totalisent 186 775,600 BIF (Un montant d'USD 116,734.75) pour démarrer des activités génératrices de revenu ;
 - ✓ 142 ménages appliquant l'approche « Champ Ecole Paysan » (CEP) sous l'encadrement de 54 facilitateurs formés par le Projet au moyen de l'approche CEP ;
 - ✓ 138 organisations de producteurs RDExC vont être appuyées dans les 3 provinces à hauteur de 560, 326,800 BIF (USD 350,204.25) de subvention, avec la possibilité de collaborer avec les IMF et de devenir des PME/PMI.

Produit 3.2. : Les systèmes de production agricoles et non agricoles sont diversifiés et renforcés en vue d'assurer la sécurité alimentaire des populations affectées par le conflit – Score : 2⁵

- La vulgarisation de nouvelles pratiques culturales et la distribution de semences sélectionnées à haute valeur ajoutée contribuent à la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des communautés :
 - ✓ Création d'emplois temporaires pour 787 RDExC non qualifiés dont 180 femmes, qui se sont constitués par suite en organisations de producteurs ;
 - ✓ Création de 250 emplois temporaires pour main d'œuvre qualifiée ont bénéficié d'emplois temporaires ;
 - ✓ Réhabilitation du marais rizicole de Nyamabere de 482 ha ;
 - ✓ Sensibilisation de 787 RDExC ci-haut cités sur des thèmes de cohésion sociale et de constitution des associations pour l'entrepreneuriat local ;
 - ✓ 143 associations pratiquent les nouvelles techniques culturales apprises dont 93 associations horticoles, 19 associations de pisciculture, 6 associations de producteurs de champignons et 25 multiplicateurs de semences à haute valeur ajoutée ;
 - ✓ Appui à la multiplication des semences à haute valeur ajoutée et remboursement de la quantité reçue, selon le protocole convenu avec les Organisations de Producteurs Agricoles (OPA) ;
 - ✓ 43 600 plants fruitiers greffés ont été distribués dans les communautés ;

⁵ Bien qu'il y ait d'importantes réalisations, le score attribué est de (2) car un suivi-accompagnement renforcé est nécessaire pour atteindre les résultats attendus.

- ✓ 3 300 chèvres et 300 boucs ainsi que 250 ruches pour abeilles, 10 paires de taureaux & du matériel de traction bovine distribués aux bénéficiaires ;
- ✓ Des formations dispensées sur la myciculture, pisciculture et cultures alternatives ;
- ✓ 19 champignonnières construites dont 6 sont déjà opérationnelles ;
- ✓ 29 étangs piscicoles réhabilités et ensemencés avec 42,000 alevins de *Tilapia* et de 18,000 alevins de *Clarias*.

Produit 3.3. : Les services et les infrastructures d'appui à la production et à la commercialisation sont mis en place/renforcés – Score : 2⁶

- **Infrastructures créées ou réhabilitées dans le cadre de projets de création rapide d'emplois temporaires :**

- ✓ La réhabilitation et l'équipement de 3 Centres d'enseignement de métiers a permis de diversifier ou de renforcer les filières enseignées dans les Centres : Equipements appropriés pour dispenser des formations professionnelles de qualité ;
- ✓ La construction et l'équipement de 3 Centres pour Jeunes a permis de créer un espace d'apprentissage, d'épanouissement socioculturel, ce qui contribue aussi à la réduction de la délinquance chez les Jeunes ;
- ✓ 2 Marchés locaux en cours de construction en province de Bujumbura rural dans le but d'améliorer les conditions de commercialisation des produits ;
- ✓ Les trois points de vente construits dans les provinces (Bujumbura, Bubanza et Cibitoke) vont contribuer à l'amélioration de la qualité des produits agricoles, leur commercialisation et conservation ;
- ✓ Les travaux de réhabilitation de 482 hectares du périmètre rizicole du marais de Nyamabere dans la province de Bubanza ont été finalisés, permettant de créer de nouveaux emplois temporaires et l'accès à la terre pour près de 2,000 ménages. L'aménagement du marais et des pistes pour y accéder va contribuer à augmenter le revenu des ménages et à l'intensifier les cultures du riz, arachide, patate douce, soja et maraîchage. Les ménages ayant bénéficié de l'appui en service de reconstruction communautaire seront encadrés en groupements associatifs en vue de la création d'emplois durable :
 - 8 projet SRC initiés par le PNUD en collaboration avec la FAO dans le marais de Nyamabere ;
 - 700 bénéficiaires engagés pour le travail temporaire de 3 mois ;
 - 3 pavillons de collecte, triage et conditionnement des produits horticoles et fruitiers construits. Les concertations sont en cours avec les vendeurs pour la mise en place des comités de gestion de ces pavillons ;
 - 6 associations ont été identifiées pour être bénéficiaires de motoculteurs.

- **Accès des RDExC aux microcrédits :**

- ✓ Un fonds de 740.000US\$ a été placé à la BRB et un accord entre la Banque, le Ministère en charge du genre, ONUFEMMES a été signé pour faciliter l'accès des femmes aux crédits en vue de leur autonomisation ;
- ✓ Un comité de pilotage du fonds composé par des institutions gouvernementales, de la société civile, du secteur privé et des agences du SNU a été mis en place, sur proposition des institutions participante à cette structure ;
- ✓ Le transfert des fonds à 3 IMF sélectionnées ;
- ✓ Sélection des bénéficiaires est en cours.

⁶ Malgré d'importantes réalisations en termes de création d'opportunités, le score est moyen car l'objectif d'amélioration de la production et de la commercialisation visé ne sera atteint que plus tard. Cela est dû principalement au retard de 7 mois enregistré au démarrage du programme.

2.2 Evaluation de l'efficacité, cohérence, risque, effets catalytiques et, rapport qualité-prix du programme ainsi que les synergies PBF/PBC

Comment le programme répond aux facteurs critiques de conflit ?

Le programme a visé les personnes affectées différemment par le conflit, certains pour s'être exilés, d'autres déplacés internes ou ayant rejoint les mouvements rebelles. Hier antagonistes, le rapprochement à travers les initiatives de reconstruction communautaire, a rendu possible la tolérance et la cohabitation pacifique. Le pauvre étant sujet à toute sorte de sollicitation et de manipulation, la création d'emplois temporaires a permis aux groupes vulnérables d'accéder au revenu, de se regrouper pour initier des activités génératrices de revenu diversifiées. De chômeurs, ils deviennent des agents de production utiles aussi bien à leurs familles qu'aux communautés. Au delà des aspects économiques, le programme met un accent particulier sur la dimension sociale à travers les messages de paix et les approches de résolution pacifique des conflits, y compris ceux liés au foncier, qui constituent la cause principale des litiges enregistrés dans les cours et tribunaux.

S'il n'existait ni PP ni soutien du PBF, en quoi la situation actuelle différerait-elle ?

L'appui PBF a permis l'élaboration de la Stratégie Nationale de Réintégration et les premières interventions de sa mise en œuvre. L'approche de réintégration durable passant par trois étapes et six phases, mise en avant par le programme est actuellement adoptée par plusieurs autres partenaires. Les effets catalytiques du programme d'appui à la réintégration ont permis à l'Union Européenne, le Japon, la Norvège, le PNUD/BCPR, d'intervenir dans le secteur de la réintégration. Le présent programme a renforcé le partenariat inter Agences du Système des Nations Unies, ce qui a jeté une base pour des programmes similaires inter-agences.

De manière générale, l'appui PBF a renforcé le partenariat stratégique et la coordination des interventions. Ainsi, les représentants du Gouvernement, de la société civile, des partenaires bilatéraux et des Nations Unies ont pu définir des priorités de consolidation de la paix et de mobiliser des fonds catalytiques pour trouver des solutions durables aux causes du conflit. Sans les appuis catalytiques du Fonds de Consolidation de la Paix, certains partenaires du Burundi ne se seraient intéressés qu'aux aspects économiques.

Si des progrès suffisants ne sont pas réalisés, quelles sont les raisons clés, les problèmes et les défis?

Pour certaines composantes du programme, des retards d'exécution ont été enregistrés (construction des maisons, développement des chaînes de valeur, octroi des microcrédits, etc.) dus notamment aux facteurs ci-après :

- Retard de 7 mois dans le démarrage effectif du programme ;
- Sous estimation des coûts (construction des maisons et autres infrastructures, mise en place de la base de données pour la réintégration, etc.) ;
- Faible capacités techniques et mauvaise foi des partenaires de mise en œuvre ;
- Implication de plusieurs acteurs d'où la lenteur du processus de définition et de mise en œuvre des modalités et de partenariat pour l'octroi des micros crédits, etc.

Pour certaines réalisations, un accompagnement sur une plus longue durée est nécessaire pour avoir des résultats durables (accompagnement du ministère pour la gestion et l'alimentation de la base de données sur la réintégration, formation en entrepreneuriat local, le rapprochement des groupes cible par le truchement des AGR, la gestion communautaire des infrastructures, etc.). D'autre part, d'autres réalisations auront besoin d'interventions complémentaires pour le renforcement des acquis (pour les 482 ha du périmètre rizicole réhabilité : protection des bassins versants en amonts et en aval, aménagement de digues de protection, etc.). Le Comité de Pilotage s'est prononcé en faveur d'un plaidoyer pour la mobilisation des partenaires pour financer ces actions.

Ces problèmes étaient-ils anticipés dans la matrice de risque ? Comment ces problèmes seront-ils confrontés et quelles seront les mesures rectificatives ?

Tous ces problèmes n'avaient pas été anticipés dans la matrice de risque. Des mesures correctives ont été prises pour mitiger les risques notamment la mobilisation des fonds complémentaires par le PNUD pour faire

face à la sous estimation des coûts. Un partenariat avec UNOPS a été conclu pour le suivi et l'assurance qualité dans la finalisation des infrastructures. A la date prévue pour la clôture, un plan de mise en œuvre des activités résiduelles a été élaboré.

Evaluation de l'efficacité, de la cohérence, du risque, des effets catalytiques, du rapport qualité-prix du Plan des Priorités et de la synergie PBF/PBC

<p>Cohérence/coordination : Le programme a-t-il contribué à une meilleure cohérence et coordination du soutien de l'ONU et/ou des partenaires au développement dans la consolidation de la paix ? Comment ?</p>	<p>L'appui PBF a renforcé le partenariat stratégique et la coordination des interventions. Ainsi, les représentants du Gouvernement, de la société civile, des partenaires bilatéraux et des Nations Unies ont pu définir des priorités de consolidation de la paix et de mobiliser des fonds catalytiques pour trouver des solutions durables aux causes du conflit. Sans les appuis catalytiques du Fonds de Consolidation de la Paix, certains partenaires du Burundi ne se seraient intéressés qu'aux aspects économiques. De plus, l'Unité de Coordination PBF a instauré un cadre de planification technique inter agences, qui a non seulement permis de construire des partenariats, mais également une planification conjointe des activités prévues dans le cadre du programme.</p>
<p>Financement des déficits financiers : Le programme, a-t-il contribué au financement des déficits financiers critiques dans la consolidation de la paix dans le pays ? Dans quel domaine ?</p>	<p>L'appui PBF-II a été la première contribution pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration à travers des initiatives de cohésion sociales, amélioration de la sécurité alimentaires, la création de l'emploi temporaire, le développement de l'entrepreneuriat local pour la relance économique au sein des communautés</p>
<p>Rapport qualité-prix : Le programme a-t-il fourni « value for money », c'est-à-dire, le niveau de résultats, est-il proportionné au niveau d'investissement ? Quelle en est la preuve ?</p>	<p>La plupart des réalisations dont la valeur peut être mesurable (construction des maisons ou autres infrastructures communautaires, micro crédits, n'ont été que des portes d'entrée pour atteindre des résultats non palpables mais sans prix (cohésion sociale, réhabilitation sociale, changement d'attitude et de comportement, etc.). Le programme a contribué de façon significative au renforcement de la cohésion sociale et cela est sans prix.</p>
<p>Effets catalytiques : Le programme, a-t-il abouti en certains effets catalytiques, soit en attirant des engagements de fonds additionnels ou soit en créant des conditions immédiates pour débloquer/accélérer les processus de paix? Comment ?</p>	<p>Il est difficile de chiffrer les effets catalytiques induits par le programme étant donné que certains apports ne sont pas facilement quantifiables. C'est notamment le cas de la duplication des initiatives communautaires de cohésion sociales à travers les activités génératrices de revenu, l'appropriation de l'approche 3 x 6⁷ par les autres partenaires, la capitalisation par la communauté de l'expertise induite par le programme, l'expertise des Agences UN de mise en œuvre, etc.</p> <p>Toutefois, à titre d'exemple on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 550,000,000 Fbu (environ 340.000 USD) injectés par le Gouvernement pour la construction de 90 maisons complémentaires pour les vulnérables, à travers les services de reconstruction communautaires ; - Renforcement du fonds de micro crédits par ONUFEMMES (380,000 US\$) ; - Apport de 357,013 US\$ de ONUFEMMES pour élargir le groupe des bénéficiaires de la formation en planification et budgétisation sensible au genre aux zones à forte concentration des RDExC comme Bururi, Makamba et Rutana ; - Mobilisation des fonds complémentaires par le PNUD pour améliorer la qualité des infrastructures dans le cadre du programme pour un montant de 680.676 US\$; - Création de 2810 emplois temporaires dans le cadre du service de reconstruction communautaire dans les 3 provinces pour un

⁷ Approche pour une réintégration durable en **3 phases** (Inclusion, appropriation, durabilité) et **6 étapes** (Engagement, accès au revenu, épargne, regroupement autour d'une activité génératrice de revenu, investissement, accès au marché).

	<p>montant de 705 432 \$ sur financement du Japon;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités pour l'appui à la transformation agro alimentaire pour 2 203 individus regroupés au sein des associations/coopératives pour un montant de 414 826 \$ sur financement du Japon ; - Mobilisation de ressources complémentaires auprès de l'Union Européenne (1.200.000 Euros), du Japon (1.491.000 US\$), des Pays Bas (1.200.000Us\$), et du PNUD (500.000 US\$) en appui à la réintégration des rapatriés de Mtabila
<p>Gestion de risque/innovation : Le programme, a-t-il apporté son soutien à des activités nouvelles ou risquées en vue d'obtenir des résultats dans la consolidation de la paix? Quelles étaient-elles et quels étaient les résultats ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de la brique stabilisée pour des maisons décentes contrairement aux maisons de fortune habituellement. attribuées aux vulnérables. L'utilisation de cette brique limite l'utilisation du bois de chauffe tout en économisant le ciment ; - Evaluation interne pour une appréciation qualitative et quantitative des résultats et l'accélération de la mise en œuvre des activités ; - L'approche 3 x 6 pour la réintégration durable ; - La production et la multiplication des alvins par les communautés leur permet d'être autonomes et d'éviter des ruptures de stock. - Attribution transparente de maisons par tirage au sort public organisé sur base d'une liste préalablement élaborée avec la participation des bénéficiaires.
<p>Synergie PBF/PBC : Comment le programme a-t-il promu la synergie entre le soutien de PBF et l'engagement du PBC ? Le PP a-t-il apporté son soutien au PBC afin de réaliser ses engagements dans le pays ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme PBF a été une porte d'entrée pour rassembler les parties prenantes (Gov, UN, Société civile et Partenaires internationaux); - Les visites au Burundi de la PBC ont été orientées vers les volets politique et programmatique; - Le Comité de Pilotage Conjoint des projets PBF a assuré le lien entre PBC et PBF.

PARTIE 3 – ENSEIGNEMENTS TIRES ET EXEMPLE DU SUCCES

3.1 Enseignements tirés

Veillez citer au moins trois enseignements/ leçons tirés de la mise en œuvre du Plan des Priorités. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes appuyés par le Plan des Priorités ou sur la gestion et les processus du Plan des Priorités.

Enseignement 1	Les réalisations ne sont pas toujours appréciées à la lumière des résultats de consolidation de la paix qui ne sont pas toujours mesurables en termes de changement de comportement. La réhabilitation ou l'aménagement des infrastructures d'intérêt communautaire par exemple n'est qu'une porte d'entrées pour le rapprochement des personnes, la tolérance, l'entraide et l'acceptation mutuelle.
Enseignement 2	La responsabilisation des communautés dans le processus d'identification des bénéficiaires les plus vulnérables est un moyen de prévention des conflits et la reconnaissance de la vulnérabilité de l'autre.
Enseignement 3	La mise en œuvre conjointe à plusieurs niveau (Gouvernement - Nations Unies, partenariat inter-Agences UN, Agences UN - ONGs Partenaires de mise en œuvre) a permis de développer des partenariats efficaces et complémentaires au profit des bénéficiaires.
Enseignement 4	Le développement de l'entrepreneuriat local à travers la création des organisations de producteurs est un processus qui s'enracine progressivement dans les communautés avec effet d'entraînement.
Enseignement 5	Les capacités des partenaires de mise en œuvre ont été évaluées avant l'attribution des marchés, mais en cours de mise en œuvre, il a été constaté que certains partenaires étaient de mauvaise foi. En effet, pour un même partenaire, une partie du contrat a été bien exécutée (Les Centres pour jeunes, les 50 maisons de Isare). La grande leçon apprise est que pour les grands contrats, il faudrait exiger une caution bancaire pour la garantie de bonne fin des travaux.

3.2 "Succes Story" autour de la résolution pacifique des conflits fonciers

Nous sommes dans la Commune de Buganda, Province de Cibitoke (Ouest du Burundi). Comme dans les autres provinces du pays, la crise sociopolitique d'octobre 1993 a entraîné des déplacements massifs de la population aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. André Bizimana, âgé de 46 ans est un des 6 enfants de Feu Mashakiye. Marié et père de 4 enfants, il s'est réfugié en République Démocratique du Congo. A son retour en 2000, il retrouve tout le paysannat familial transformé en un site de 110 maisons pour les familles déplacées internes. Vénancie Mukandori, 43 ans, mariée et mère de 4 enfants est parmi les bénéficiaires des maisons. C'est l'Administration qui avait attribué le paysannat vers les années 1960.

Dans la frustration et la confusion, les descendants de la famille Mashakiye saisissent alors la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB) en 2010. La solution à cette question conflictuelle n'a pas été facile à trouver. La CNTB, appuyée par le HCR a initié un dialogue timide au départ entre les parties au conflit y compris l'administration de la Commune Buganda. Finalement, après de longues discussions et négociations, un consensus a été dégagé. Il a été convenu que les acquéreurs des maisons dans le site versent chacun une somme de 300.000 Francs burundais (200 USD) au profit des anciens propriétaires pour leur permettre d'acquérir d'autres terres et de se construire un logement décent. Après s'être acquitté du montant dû, les bénéficiaires de maison reçoivent un titre de possession de maison, cosigné par les deux parties, l'Administration et la CNTB. Aujourd'hui, force est de constater que les anciennes parties au conflit se réjouissent de la médiation de la CNTB qui a permis de mettre fin au différend.



M. André Bizimana, membre d'une famille dont les terres ont été re-attribuées

« ...Nous avons perdu les terres, mais ce qui est important, nous avons gagné la cohabitation pacifique avec nos voisins que nous considérons comme nos ennemis. c'est ça le plus important pour nous et les générations futures. Avec l'argent collecté, j'ai pu m'acheter un autre terrain et construire une maison ».

« Quand nous avons accepté le compromis, c'était avec la douleur au cœur parce que l'administration s'était contredite. Vous savez que trouver cette somme n'était pas une chose facile pour des bénéficiaires dont la plupart est constituée de vulnérables. Mais aujourd'hui que la CNTB m'a donnée le titre de possession de la maison, et que les anciens propriétaires ont pu aussi s'en reconstruire, nous sommes tous contents car le conflit est terminé. Actuellement, nous vivons ensemble en paix, nous partageons les moments de bonheur et de malheur, c'est l'essentiel pour tout le monde ».



Mme Vénancie Mukandori, une des bénéficiaires des maisons construites dans le paysannat attribué aux personnes déplacées internes

ANNEXE :
Progrès réalisés suivant les indicateurs de performance

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
Effet 1 : La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité					
Produit 1.1 : La structure de coordination (Groupe Sectoriel Relèvement communautaire, Rapatriement et Réintégration) est renforcée en matériel, supervision et suivi, capacité technique, formation - Score : 2					
Indicateur 1.1.1 : % (M/F) du personnel du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et de Genre (MSNDPHG) et Points focaux en réintégration formés en matière de planification participative	Niveau de l'indicateur de référence: Existence d'un secrétariat de la coordination du Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire Rapatriement et Réintégration, 5 Ministères sont impliqués dans le suivi de la mise en œuvre du Programme ainsi que 3 Comité de Développement Provincial (CPD) et 22 Comités Communaux de Développement Communautaire (CCDC)	Appui matériel du secrétariat de la coordination et des points focaux de la réintégration au niveau décentralisé ;	Remise de 2 ordinateurs et 2 imprimantes au Secrétariat de la Coordination ; Appui à l'organisation des réunions du GSRRR ; Mise en place des outils de connexion dans les Comité Provinciaux de Développement (CPD) ; Capacités de 69 participants dont 33 femmes renforcées en <i>planification locale participative et implication des femmes dans le processus de planification</i> . Le cours a été organisé en ligne pendant 5 mois à Bujumbura. Sur les 69 bénéficiaires, 30 dont 16 femmes ont suivi la formation des formateurs à Turin (Académie Genre, du 11 au 22/11/2013) sur la <i>prise en compte du genre dans la planification et la budgétisation</i> . 20% des participants sont des CCDCs et CPDs. Ces formateurs vont à leur tour former les autres collègues, une façon de valoriser les ressources locales et responsabiliser les acteurs locaux pour la	Renforcement des capacités fonctionnelles et opérationnelles du Ministère de tutelle à travers l'appui du Secrétariat de la coordination du Groupe Sectoriel de la Réintégration. Ainsi, le MSNDPHG a organisé au moins 1 réunion de coordination par trimestre.	Il avait été prévu que l'unité de coordination du programme soit logée au ministère de tutelle pour assurer une appropriation des approches de coordination/planification. Cela n'a pas été possible suite à une faible capacité d'accueil de ses infrastructures.

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
			pérennisation des acquis du projet.		
Indicateur 1.1. 2 : Existence d'une base de données fonctionnelle sur les RDExC	Niveau de l'indicateur de référence: Données sur la réintégration éparpillées chez les différents intervenants	Une base de données physique fonctionnelle et dynamique est mise en place sur la réintégration	Développement de l'interface utilisateurs ; Finalisation des outils de collecte des données sur terrain ; Acquisition des logiciels adaptés à la base de données ; Mise en place d'un consultant qui va assurer l'accompagnement du Ministère pendant une Année ;	Existence d'un outil de planification des politiques et programmes en matière de réintégration et réinsertion socio-économiques des RDExCs	Contraintes : Le projet de déménagement du Ministère dans de nouveaux locaux bloque l'installation du serveur et la formation des utilisateurs de la base de données. Solutions proposées Demander l'autorisation du Ministère pour installer la base dans l'une des institutions paraétatiques pérennes.
	Formation d'un Gestionnaire de la base de données, de 2 utilisateurs du Ministère de Tutelle et 5 points focaux des autres Ministères ainsi qu'un accompagnement du Ministère de Tutelle en la matière	Le personnel du Ministère désigné et formé pour assurer l'administration de la base de données			Formation d'un Gestionnaire de la base de données, de 2 utilisateurs du Ministère de Tutelle et 5 points focaux des autres Ministères ainsi qu'un accompagnement du Ministère de Tutelle en la matière
Indicateur 1.1.3 : Niveau de fonctionnement des groupes de travail	Niveau de l'indicateur de référence : Inexistence des Groupes Techniques de Travail	3 groupes de travail fonctionnels sur la villagisation (GTTPV) sont mis	Les membres des GTTPV assurent un suivi des activités sur terrain, dans le cadre de la planification des activités au niveau des Provinces et Communes.	Renforcement de l'appropriation et de la pérennisation des résultats du Programme	RAS

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
	Provincial sur la Villagisation (GTTPV)	en place dans les 3 provinces.		grâce à l'implication des services décentralisés dans le suivi des activités	
Produit 1. 2 : Les structures décentralisées, provinciales et communales sont renforcées pour répondre aux besoins de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit et le relèvement communautaire - Score : 2					
Indicateur 1. 2.1 : Nombre de livrets de la Stratégie Nationale de Réintégration distribués;	Niveau de l'indicateur de référence : Existence d'une Stratégie Nationale de Réintégration (SNR) en français	Existence du document de la Stratégie Nationale de Réintégration en kirundi	Document de la Stratégie Nationale de Réintégration traduit en kirundi est disponible.	La Traduction de la Stratégie Nationale de Réintégration dans la langue nationale facilite son appropriation et une bonne implication de l'Administration locale et les bénéficiaires dans le suivi	RAS
	Existence du document de la Stratégie Nationale de Réintégration en kirundi	3 ateliers de vulgarisation sont organisés et 1.000 exemplaires en kirundi sont produits et distribués.	Préparatifs avancés pour lancer les ateliers de vulgarisation de la Stratégie Nationale de Réintégration. Il sera vulgarisé en même temps que le film documentaire sur la réintégration, qui est en cours de finalisation.		
	Cibles atteints : La nouvelle version du manuel de l'approche 3x6 en français est en cours de finalisation.	Manuels sur l'approche 3X6 de réintégration durable élaborés et traduits en Kirundi	La nouvelle version du manuel de l'approche 3x6 en français est en cours de finalisation		
Indicateur 1.2.2 Nombre de structures locales appuyées dans la	Niveau de l'indicateur de référence : Existence des structures locales impliquées dans la	Partenariat avec 2 structures locales pour la résolution pacifique des	Implication de la CNTB et d'ACCORD dans l'assistance juridique et médiation pour les résolutions des conflits fonciers	Plus de 1466 ménages cohabitent pacifiquement avec les personnes qui avaient	En périodes des pluies les visites sur le terrain sont perturbées et affectent le suivi de l'exécution des

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
résolution pacifique des conflits.	résolution pacifique des conflits : CNTB, Abashingantahe, l'administration locale, ONGs.	conflits		des conflits fonciers grâce à la médiation de la CTNB	décisions. Certains occupants des propriétés en litiges ne répondent pas aux invitations de la commission, pour prolonger leur occupation illégale
Indicateur 1.2.3 Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales (Bashingantahe).	Niveau de l'indicateur de référence : Un nombre important de litiges dont la majorité se rapporte aux conflits fonciers.	Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales.	566 cas litigieux résolus à l'amiable. 133 dossiers devant être clôturés, ont été réglés par décision à Bubanza et Cibitoke ; 70 dossiers orientés vers les tribunaux ; Quatre ateliers de formation, dont deux à Bubanza et deux à Cibitoke, ont été organisés à l'intention des rapatriés, des résidents et de l'administration locale sur le principe de restitution à base de fond de la vérité.		
Produit 1.3 : Les Groupes réintégré vivent progressivement en harmonie avec les communautés d'accueil en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes - Score : 3					
Indicateur 1.3.1. Une campagne médiatique sur la réintégration, les droits de la personne humaine et la cohabitation pacifique est	Niveau de l'indicateur de référence : Faible communication autour des initiatives de réintégration et des objectifs de la consolidation de la paix.	Renforcer la communication et La visibilité des réalisations pour la réintégration.	Partenariat conclu avec MODEL-COM pour assurer la Communication et visibilité des activités de réintégration mises en œuvre par les 6 Agences. Préparation d'une vidéo sur les activités du programme en cours de finition	Meilleure communication sur les activités de consolidation de la Paix au Burundi	Le partenariat avec une entreprise de communication ne pouvait pas être conclu avant d'avoir des réalisations sur terrain.

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
organisée.					
<p>Indicateur 1.3.2 Nombre de services communautaires exécutés ensemble et cogéré par la population d'accueil et les RDExC.</p>	<p>Niveau de l'indicateur de référence : idem</p>	<p>66 encadreurs des jeunes RDExC formés;</p> <p>22 groupes d'animation socioculturels sociale créés autour des valeurs de cohésion, Droits de l'Homme, Cohabitation Pacifique, etc.</p> <p>Cohésion sociale accrue au sein des membres</p>	<p>Mise en place des 22 clubs de paix au niveau communautaire dans chaque commune,</p> <p>plus de 572 jeunes RDExC ont participé à 3 caravanes mobiles d'animation communautaire, 22 compétitions culturelles communales et 3 compétitions provinciales</p> <p>Appropriation des objectifs du micro projet d'animation socioculturelle par l'administration locale (22 Conseillers communaux, 3 Conseillers des Gouverneurs et 44 représentants des jeunes)</p>	<p>Les activités socioculturelles ont été une porte d'entrée pour sensibiliser les populations sur la nécessité de contribuer, chacun à son niveau, à la consolidation de la paix dans la communauté.</p> <p>L'implication des communautés dans les discussions sur les thèmes liés à la cohabitation pacifique et aux droits de la personne humaine a contribué à l'amélioration de la cohésion sociale.</p> <p>La création des caisses de solidarité et d'entraide mutuelle autour des activités sociales de développement pourront permettre de pérenniser les acquis du projet et l'appropriation par les bénéficiaires.</p>	<p>RAS</p>

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
Indicateur 1.3.4 Existence d'une base de données exhaustive sur les Personnes Déplacées Internes (PDI) du pays.	Niveau de l'indicateur de référence : Absence de données quantitatives sur la situation des PDI au Burundi	Rapport sur le profilage des PDI	Renforcement des capacités des institutions nationales (Parlement et Sénat), pour qu'ils soient sensibles aux engagements pris par le Burundi dans le cadre de la protection des droits des PDI. Cependant, le Burundi n'a pas encore ratifié la Convention de Kampala relative aux PDI.	Vulgarisation du Rapport produit en 2011 sur le profilage des PDI.	RAS
		Amélioration des conditions de vie des PDI	Enregistrement des intentions de retour volontaire sur leurs collines d'origines dans 10 sites des PDI sur les sur 120 dispersées à travers le pays.	Plaidoyer pour ratification de la convention de Kampala et la mise en œuvre des Protocoles du Pacte des Grands Lacs sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées et le protocole sur les droits à la propriété des personnes souhaitant le retour.	
		La formulation d'une stratégie nationale de solutions durables suite au profilage des PDI	Elaboration d'une stratégie de solution durable aux problèmes des PDI en cours d'analyse au Ministère de la Solidarité Nationale et des Droits de l'Homme.		
		Monitoring de la réintégration des rapatriés	Suivi de 47 rapatriés, originaires de Bubanza et Bujumbura rural, dont les enfants ont réintégré l'école et les ménages ont acquis des cartes d'assurance maladie et des cartes d'identité.		

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
Effet 2 : Les communautés, y-compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et elles participent effectivement à la gestion et assurent les services sociaux de base.					
Produit 2.1 : L'accès aux services sociaux de base est assuré pour les RDExC et autres groupes vulnérables (soins de santé primaire accessibles, eaux, hygiène et assainissement effectif, scolarisation accessible et fonctionnelle dans les communautés d'accueil) - Score : 2					
Indicateur 2.1.1: Nombre de structures d'hygiène et assainissement réhabilitées	Niveau de l'indicateur de référence: <ul style="list-style-type: none"> • 41.507 ménages ont accès à l'eau potable ; • 161 comités de gestion de l'eau sont mis en place. 		Termes de référence publiés pour le recrutement des consultants topographes qui vont produire des plans d'aménagement	<i>En cours de réalisation</i>	<i>Retard dans la mise en œuvre</i>
Indicateur 2.1.2: Nombre de kms de réseau d'eau réapprovisionnés	Niveau de l'indicateur de référence: Longue distance à parcourir pour accéder à l'eau potable.	Extension du réseau d'adduction d'eau potable ;	14 km du réseau d'adduction d'eau potable réhabilités	<i>En cours de réalisation</i>	Contraintes : les études diagnostiques réalisées dans le cadre de ce programme ont révélées des problèmes complexes, liées au captage et à l'installation des anciens réseaux, qui affectent la qualité et la quantité de l'eau distribuée à Bubanza et à Cibitoke. Il faudra mobiliser des fonds additionnels pour les modifications nécessaires. Solution proposée : Mobilisation des fonds additionnels.

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
Indicateur 2.1.3 : Nombre d'ouvrages de réseau d'eau construits	Niveau de l'indicateur de référence: Insuffisance de sources d'eau potable ;	Captage de 100 sources d'eau ; Réhabilitation de 30 bornes fontaines d'eau ; Mise en place des comités de gestion	Travaux de captage de 100 sources d'eau sont finalisés ; 27 bornes fontaines sont fonctionnelles Les membres des 161 comités de gestion ont été formés ;	Le partage et la maintenance des sources d'eau potable ont renforcé la collaboration et la cohabitation pacifique entre les populations avoisinantes	Contraintes : Les besoins en eau potables sont plus nombreux que les moyens alloués à ce projet Solutions proposées : Mobilisation des ressources
Indicateur 2.1.4 : % de la population ayant accès à l'eau potable	Niveau de l'indicateur de référence: Faible taux d'accès à l'eau potable.		Plus de 41.507 personnes ont accès à l'eau potable.	IDEM	
Produit 2.2. : Un logement durable et de qualité est garanti aux RDExC et autres groupes vulnérables - Score : 1					
Indicateur 2.2.2 : Nombre de maisons construites & occupées par des RDExC.	Niveau d'indicateur de référence : 405 maisons sont en cours de construction pour octroyer un habitat décent RDExC.	135 maisons construites en briques stabilisées pour les RDExC à Bubanza; 135 maisons construites pour les RDExC à Bujumbra Rural 135 maisons construites pour les RDExC à Cibitoke	70 maisons construites; 75 maisons construites, 50 maisons construites et remises aux bénéficiaires à Isare et 85 maisons en construction à Mutimbuzi-Maramvya.	Création de 1,025 nouveaux emplois pour les RDExC et personnes vulnérables de la communauté d'accueils non qualifiés et 513 emplois pour la main d'œuvre qualifiée pendant plus de 3 mois, autour des travaux de construction des maisons a favorisé la création et le renforcement des liens sociaux. Les séances de	Contraintes Certains partenaires ont été défaillants et n'ont pas été capables d'honorer leurs engagements. Certaines maisons ne respectent les normes convenues. Le VRI de Buhomba/Bujumbura rural est en cours de construction sur un sol marécageux. Solutions :

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
				<p>sensibilisations hebdomadaires sur des thèmes de cohésion sociales et de cohabitations pacifiques et d'entrepreneuriat local ont contribué à la cohésion sociale et au développement des activités génératrices de revenus adaptées et durables ;</p> <p>L'accès à un logement décent contribue à la réussite de la réintégration socioéconomique durable.</p>	<p>En collaboration avec l'UNOPS, il a été réalisé une évaluation des travaux déjà exécutés et ceux restant à réaliser.</p> <p>De nouveaux partenaires seront identifiés pour l'achèvement de la construction des maisons restantes.</p> <p>Assurer le drainage et la canalisation des eaux usées.</p>
<p>Effet 3 : Les systèmes de production et l'entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par le conflit et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.</p>					
<p>Produit 3.1. : Les communautés ont les capacités techniques et financières pour monter des entreprises locales agricoles et non agricoles novatrices, génératrices d'emploi et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de la paix - Score : 3</p>					
<p>Indicateur 3.1.1 : Qualité de la formation aux métiers en entreprise et en centre d'apprentissage.</p>	<p>Niveau de l'indicateur de référence:</p>	<p>2,000 RDExC formés en métiers porteurs et entrepreneuriat local.</p>	<p>Renforcement des capacités de 16 encadreurs et partenaires de mise en œuvre qui maîtrisent désormais l'outil GERME (Gérer mieux mon entreprise)</p> <p>483 RDXECX formés en métier dont 239 femmes</p> <p>1,850 RDExCs dont 992 femmes formées en entrepreneuriat à l'aide de l'outil GERME.</p>	<p>Le regroupement volontaire des RDExCs en associations, puis en coopératives de production autour d'un intérêt commun contribue au renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité sociale pour</p>	<p>Contraintes :</p> <p>La structuration des associations en coopérative nécessite des fonds et un temps suffisant d'accompagnement (2</p>

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
			<p>Deux études sont en cours de réalisation pourtant sur l'analyse de la situation socioéconomique des RDExC et l'étude diagnostique sur les filières non agricoles économiquement porteuses.</p>	<p>une paix durable.</p>	<p>ans minimum) ;</p> <p>Accès difficile au crédit bancaire, faute de garantie exigée.</p> <p>Solutions proposées : Une période de deux ans est nécessaire pour assurer le suivi-accompagnement des coopératives pilotes créées ;</p> <p>Poursuivre les efforts de restructuration pour arriver à 4 Coopératives et 4 magasins dans les 3 Provinces selon le schéma suivant (2 Coopératives de production et de commercialisation des produits agricoles à Bubanza ISARE et 2 coopératives de promotion des petits métiers à Kabezi et Cibitoke.</p>

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
Indicateur 3. 1. 2 : Nombre de personnes (H/F) formées aux métiers en entreprise	Niveau de l'indicateur de référence:	500 RDExC formés en métiers porteurs ; 1 500 RDExC formés en entrepreneuriat à l'aide de l'outil GERME	Capacités de 26 personnes ressources dont 12 représentants des RDEXCS en « <i>organisation et gestion coopératives et élaboration des plans d'affaire</i> ». 113 associations encadrées exercent une activité génératrice de revenu; 31 Coopératives de production ont bénéficié d'un encadrement technique dont 25 créées et 6 redynamisées; 766 leaders, membres des coopératives ont suivi les séances de sensibilisations/formation en organisation et gestion coopératives dont 375 femmes.	Les bases pour évoluer vers la durabilité ont été jetées par : Le renforcement des structures locales d'encadrement ainsi que la restructuration ; Le renforcement des capacités des associations et coopératives agricoles.	
			Identification de 2,105 RDExC dont 853 femmes qui sont regroupés en 80 associations. Parmi eux 1,370 sont déjà formés en entrepreneuriat local à l'aide de la méthodologie GERME, et 348 autres en métiers (filiales courtes) 16 encadreurs des RDExC, formés en entrepreneuriat local à l'aide de l'outil GERME par un Expert international, assurent l'encadrement des entrepreneurs. 80 associations regroupant 2,015 RDExC sont en cours de formation par 26 encadreurs techniques formés en gestion coopératives, en élaboration des plans d'affaires et restructuration des associations en		

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
			coopératives.		
Indicateur 3.1.3: Nombre de personnes (H/F) formées dans les centres d'apprentissage.	Niveau de l'indicateur de référence: manque d'opportunité de formation en métier.	RDExC formés en métiers porteurs et en entrepreneuriat local.	Les bénéficiaires suivent des formations sur le tas dans les PME existantes dans leur localité.		
Indicateur 3.1.4 : Nombre d'associations nouvellement formées	Une société fragmentée en plusieurs segments selon l'appartenance ethnique, politique et sociale.	150 associations/ groupements ont été formés	138 Organisations de producteurs se sont constituées avec des fonds propre qui totalisent 186,775,600 BIF (USD 116,734.75) pour démarrer des activités génératrices de revenu.	<i>Les membres de 138 Organisations de producteurs se sont mobilisés pour se mettre en associations, réfléchir sur des projets générateurs de revenus à créés et mettre ensemble leur épargne individuelle pour le lancement de leurs Projets, sans discrimination sociales, ethniques ou régionales.</i>	Contraintes : <i>Manque de subvention aux associations créées sur les fonds mobilisés par le Gouvernement pour la construction de maisons additionnelles.</i> Solution proposée : <i>Mobilisation de ressources</i>
Indicateur 3.1.5 : Nombre de ménages utilisant effectivement les nouvelles techniques agricoles	La population cultive de manière traditionnelle et moins productive.	200 ménages utilisent les nouvelles techniques agricoles	142 ménages appliquant l'approche « Champ Ecole Paysan » (CEP) sous l'encadrement de 54 facilitateurs formés par le Projet au moyen de l'approche CEP.		
Indicateur 3.1.6 : Nombre d'entreprises durables et	Les RDExC vivent de manière individuelle sans emploi, sans revenu et se caractérisent par une	150 entreprises durables et productives ayant bénéficié du	138 organisations de producteurs RDExC vont être appuyées dans les 3 provinces à hauteur de 560, 326,800 BIF (USD 350,204.25) de subvention, avec la possibilité	Grâce aux séances de sensibilisation, les RDExC ont constitué une épargne volontaire	Contraintes : <i>Les bénéficiaires mettent plus de temps à</i>

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
productives ayant bénéficié d'un soutien	méfiance mutuelle.	soutien.	de collaborer avec les IMF et de devenir des PME/PMI.	de 186, 775,600 BIF (USD 116,734.75), à base de laquelle les 138 organisations de producteurs créées ont bénéficié d'une subvention de 560, 326,800 BIF (USD 350,204.25) pour démarrer des activités génératrices de revenu. Elles ont également la possibilité de collaborer avec les IMF et de devenir des PME/PMI,	<i>comprendre l'approche Association et partage des risques dans un investissement conjoint.</i>
Indicateur 3.1.7: Nombre de Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) réhabilités et équipés ;	<ul style="list-style-type: none"> 2 CEM en bon état des locaux ; 1 CEM à réhabiliter 	1 CEM réhabilité à Bubanza ; 3 CEM équipés/ Installation électrique dans le CEM de Bujumbura.	Le processus de recrutement d'un partenaire qui va réhabiliter le Centre d'enseignement le Centre d'Enseignement de Métiers de Mpanda est en cours. Fourniture des équipements de menuiserie aux 3 CEM et processus d'acquisition en cours pour les équipements de couture. Les travaux d'installation électrique dans le CEM de Bujumbura sont finalisés.		
Indicateur 3.1.8 : Nombre de Centres Jeunes (CJ) réhabilités et équipés	Vieux bâtiments du Centre Jeunes de Gihanga Inexistence de CJ à Rugombo et Isale ; Equipemnt usé et insuffisants.	2 Centres Jeunes (CJ) réhabilités. 3 Centres Jeunes équipés.	Travaux de construction finalisés pour les 3 centres jeunes ; Remise des équipements informatiques et mobiliers de bureau aux 3 centres jeunes.	La mise à disposition d'un espace de rencontre, d'échange et de renforcement des capacités des jeunes permet la cohésion	Contrainte : Exigüité de la salle de jeux face à l'engouement des jeunes,

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
				sociale des jeunes à travers les centres pour jeunes.	Solution proposée : Extension de l'espace récréatrice par un hangar.
Produit 3.2. : Les systèmes de production agricoles et non agricoles sont diversifiés et renforcés en vue d'assurer la sécurité alimentaire des populations affectées par le conflit – Score : 2					
Indicateur 3.2.1 Nombre de micro-entreprises créées dans des domaines identifiés comme porteurs à la suite de projets de création rapide d'emplois temporaires.	Niveau d'indicateur de référence : Insécurité alimentaire due aux pratiques culturales archaïques et aux systèmes de production non diversifiés.	20 micro-entreprises créées dans des domaines identifiés comme porteurs à la suite de projets de création rapide d'emplois temporaires ; 142 associations pratiquent les nouvelles techniques culturales (53 Bubanza, 54 Cibitoke, 35 Bujumbura rural).	Création d'emplois temporaires pour 787 RDExC non qualifiés dont 180 femmes, qui se sont constitués par suite en organisations de producteurs ; Création de 250 emplois temporaires pour main d'œuvre qualifiée ont bénéficié d'emplois temporaires ; Réhabilitation du marrais rizicole de Nyamabere de 482 ha. Sensibilisation des 787 RDExC ci-haut cités sur des thèmes de cohésion sociale et de constitution des associations pour l'entreprenariat local 143 associations pratiquent les nouvelles techniques culturales apprises dont 93 associations horticoles, 19 associations de pisciculture, 6 associations de producteurs de champignons et 25 multiplicateurs de semences à haute valeur ajoutée.	Les emplois temporaires créés dans le cadre des travaux de drainage du marais ont permis une sensibilisation sur les thèmes de cohésions sociale ainsi que la disponibilité des fonds de démarrage pour des activités économiques et la formation en association.	

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
Indicateur 3.2.3 Situation alimentaire dans les communes appuyées.	Niveau d'indicateur de référence : Insécurité alimentaire au sein des communautés.	Production alimentaire améliorée dans les communes d'intervention.	Appui à la multiplication des semences à haute valeur ajoutée et remboursement de la quantité reçue, selon le protocole convenu avec les Organisations de Producteurs Agricoles (OPA) ; 43 600 plants de fruitiers greffés ont été distribués dans les communautés ; 3 300 chèvres et 300 boucs ainsi que 250 ruches, 10 paires de bœufs de trait & du matériel de traction bovine distribués aux bénéficiaires ; Des formations dispensées sur la myciculture, pisciculture et cultures alternatives ; 19 champignonnières construites dont 6 sont déjà opérationnelles; 29 étangs piscicoles réhabilités etensemencés avec 42 000 alevins de <i>Tilapia</i> et de 18 000 alevins de <i>Clarias</i> .	La vulgarisation de nouvelles pratiques culturales et la distribution de semences sélectionnées à haute valeur ajoutée contribue à la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des communautés.	Contraintes : La formation dispensée ne touche pas assez de bénéficiaires, ils sont constitués de quelques représentants. Solution proposée: Poursuivre la réplique de ces formations à d'autres groupes et suivre la mise en pratique des acquis pour une bonne période afin d'assurer une large diffusion de cette approche aux communautés.
Produit 3.3. : Les services et les infrastructures d'appui à la production et à la commercialisation sont mis en place/renforcés – Score : 2					
Indicateur 3.3.1 Niveau de revenu des ménages extra-agricoles.	Niveau d'indicateur de référence : Faiblesse des infrastructures d'appui à la production agricole.	20 projets SRC sont exécutés avec la participation de 1600 RDExC.	8 projet SRC initiés par le PNUD en collaboration avec la FAO dans le marais de Nyamabere ; 700 bénéficiaires engagés pour le travail temporaire de 3 mois.		
Indicateur 3.3.3 Existence d'un	Niveau d'indicateur de référence :	Nombre de hangar de stockage	3 pavillons de collecte, triage et conditionnement des produits horticoles et	Les trois points de vents construits dans	Contraintes :

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
système de gestion communautaire des infrastructures construites ou réhabilitées	Inexistence de structures communautaires de gestion des infrastructures publiques pour la conservation et la commercialisation des produits agricoles.	aménagés ; Nombre de points de vente aménagés ; Nombre des unités de transformation et de conditionnement installées	fruitiers construits. Les concertations sont en cours avec les vendeurs la mise en place des comités de gestion de ces pavillons ; Associations/coopératives bénéficiaires des équipements agricoles (motoculteurs, décortiqueuses, moulins, batteuses, etc.) identifiés.	les provinces (Bujumbura, Bubanza et Cibitoke) vont contribuer à l'amélioration de la qualité des produits agricoles, leur commercialisation et conservation.	Manque de fonds de roulement minimal pour l'opérationnalisation de ces points de vente ; Eloignement des sources d'eau potable Solution proposée : Solutions : Mobiliser des fonds auprès d'autres bailleurs pour le raccordement au réseau d'eau potable et l'approvisionnement en intrants à commercialiser pour servir de fonds de démarrage ;
Indicateur 3.3.4 Qualité des structures créées ou réhabilitées dans le cadre de projets de création rapide d'emplois temporaires.	Niveau d'indicateur de référence :	Nombre et qualité des infrastructures réhabilités dans la marrais de Nyamabere Nombre d'Associations/groupements créés.	3 centres jeunes modèles ont été construits et équipés avant d'être remis aux jeunes dont les unités de gestions sont en train d'élaborer leurs plans de gestion durable. 90 RDExC ont participé aux travaux SRC ; 482 ha de marrais rizicole sont en réhabilitation à Nyamabere/Bubanza par plus de 700 RDExC en collaboration avec une main d'œuvre spécialisée. Un MOU a été signé entre la FAO et le PNUD pour cette réhabilitation à travers l'approche SRC	L'aménagement du marais de Nyamabere et des pistes pour y accéder va contribuer à l'augmentation de la production rizicole et des revenus dans les ménages.	Contraintes : Faible appropriation communautaires pour l'entretien des infrastructures d'intérêts communautaire. Solution proposée : Mesures de protection et de pérennisation des acquis à deux niveaux :

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
			associé à l'ingénierie des entreprises d'aménagement.		Responsabilisation de l'administration locale, particulièrement les services techniques et les communautés pour la gestion et l'entretien des infrastructures construites ou réhabilitées, Plaidoyer auprès des bailleurs potentiels pour la prise en charge des travaux complémentaires nécessaires mais au delà du pouvoir des communautés.
Indicateur 3.3.5 Existence de structures d'encadrement et d'orientation socio-économique des femmes	Niveau d'indicateur de référence : Inexistence de structures d'encadrement et d'orientation pour la relance socioéconomique des femmes.	Nombre de structures d'encadrement et d'orientation socio-économique des femmes existantes Nombres de RDExC et des Associations de femmes bénéficiaires des microcrédits.	Les mécanismes pour faciliter l'accès des femmes aux crédits ont été élaborés en collaboration avec le Ministère en charge du Genre, les institutions de micro finance et les autres partenaires. Un accord de partenariat entre le Ministère en charge du genre, ONUFEMMES et la Banque de la République du Burundi a été signé pour la mise en place et le fonctionnement d'un fonds pour faciliter l'accès des femmes aux microcrédits. Ce fonds sera alimenté par diverses sources dont le montant de 360,000 US\$ ⁸ issu du présent programme. Un compte		

⁸ Ce volet a été renforcé par un fonds additionnel d'US \$ 380,000 d'ONUFEMMES pour étendre l'intervention aux zones à forte concentration des RDExC des provinces Bururi, Makamba et Rutana.

Indicateur de résultat	Niveau de l'indicateur de référence	Cible (Objectif)	Cibles atteints (Progrès)	Résultats clés	Contraintes et solutions proposées
			<p>en monnaie locale qui servira à recevoir les remboursements des microcrédits est en cours création. Ceci permettra de garantir la durabilité⁹ d'accès des femmes au financement à travers le recyclage des crédits.</p> <p>Un comité de pilotage du fonds composé par des institutions gouvernementales, la société civile, le secteur privé et les agences du SNU a été mis en place pour assurer le suivi du fonctionnement de ce fonds.</p> <p>Les accords de partenariats ont été signés avec les institutions de micro finance, dont trois actuellement opérationnelles dans les provinces d'intervention du PBFII.</p>		

⁹ Le retard dans l'octroi des crédits est justifié par le souci de mettre d'abord en place les mécanismes et les partenariats pour garantir la responsabilisation et la durabilité par le recyclage des crédits.

Sigles et abréviations :

AGR	: Activité Génératrice de Revenus
BCPR	: Bureau for Crisis Prevention and Recovery
BIT	: Bureau International du Travail
BRB	: Banque de la République du Burundi
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CEM	: Centre d'Enseignement des métiers
CEP	: Champs Ecoles Paysans
CNCA	: Comité de Coordination des Aides
CPC	: Comité de Pilotage Conjoint
CPD	: Comité Provincial de Développement
FAO	: Food and Agriculture Organization
FFCP	: Fonds Fiduciaire de Consolidation de la Paix
FIDA	: Fonds International du Développement Agricole
GERME	: Gérer Mieux votre Entreprise
GTTPV	: Groupe Technique de Travail Provinciaux sur la Villagisation
GSRRR	: Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire, rapatriement et Réintégration
HCR	: Haut Commissariat pour les Réfugiés
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Œuvre
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MSNDPHG	: Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et de Genre
ONUFEMMES	: Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OPA	: Organisations de Producteurs Agricoles
PBF	: Peace Building Fund
PDI	: Personne Déplacée Interne
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PMI	: Petites et Moyennes Industries
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PDODEFI	: Programme de Développement des Filières
RDExC	: Rapatriés, Déplacés, Ex-Combattants, Communauté d'accueil
SNR	: Stratégie Nationale de la Réintégration
SRC	: Service de Reconstruction Communautaire
SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
SRI	: Système de Riziculture Intensive
UNFPA	: United Nations Fund for Population Activities
UNOPS	: United Nations Office for Project Services